VVV.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
- 1 -
13 XII 1951
Transmis à M. Lucas Gendarmerie
Doorgezonden aan

L.2516/1.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 22 novembre 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant le statut pécuniaire du personnel de la gendarmerie", a donné en sa séance du 3 décembre 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 22e November 1951 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende geldelijk statuut van het personeel der rijkswacht", heeft ter zitting van 3 December 1951 het volgend advies gegeven :

La loi du 14 juillet 1951 modifiant la loi du 18 avril 1905 sur l'état et la position des officiers de réserve, a inséré dans cette loi un article 10 bis qui la rend applicable notamment aux officiers de réserve de la gendarmerie.

Le projet, qui entend régler le statut pécuniaire de tous les membres du corps de la gendarmerie, devrait donc prévoir des dispositions réglant la situation pécuniaire des officiers de réserve rappelés en activité.

\+

\+ \+

L'article 65 de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, coordonnée par l'arrêté royal du 15 février 1937, et l'article 84 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, disposent, dans le chapitre ayant trait aux engagements et rengagements volontaires, que les sous-officiers, caporaux et brigadiers qui jouissent d'une pension de retraite peuvent être maintenus à la disposition du Ministre de la Défense nationale pendant dix ans et au plus tard jusqu'à l'âge de 55 ans.

Ces articles supposent donc que ces militaires pensionnés puissent être rappelés par le Ministre de la Défense nationale. Le projet, qui entend régler le statut pécuniaire de tous les membres du corps de la gendarmerie, devrait aussi prévoir la situation pécuniaire de ces militaires de rang subalterne en cas de rappel sous les armes.

.../...

Comme il entre dans les intentions du Gouvernement de donner aux officiers de réserve de la gendarmerie une situation pécuniaire identique à celle des officiers de réserve des trois forces,et aux sous-officiers et brigadiers de gendarmerie pensionnés et rappelés la même situation pécuniaire qu'aux sous-officiers de carrière des forces armées pensionnés et rappelés, le Conseil d'Etat est d'avis que les dispositions des articles 17, § 1er, alinéa 2, 21 et 24 du projet d'arrêté royal portant le statut pécuniaire du personnel appointé des forces armées,qui a fait l'objet de son avis L. 2358 du 8 octobre 1951,devraient être insérées dans le projet.

Le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

Pour le surplus, certains articles du projet appellent des observations de forme dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après.

ARRETE ROYAL PORTANT LE STATUT PECUNIAIRE DU PERSONNEL DE LA GENDARMERIE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 67 et 68 de la Constitution;

Vu le règlement relatif aux traitements, soldes et indemnités diverses ainsi qu'aux droits du personnel de l'armée et de la gendarmerie aux allocations

.../...

et prestations en deniers et en nature, approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931;

Vu l'arrêté du Régent du 16 mars 1950 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le ...

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS ORGANIQUES.

Article 1er.-

Le présent statut pécuniaire est applicable à tout le personnel de la gendarmerie.

Section 1ère - Du traitement.

Article 2.-

Ont droit au traitement :

1° les officiers qui se trouvent dans les positions d'activité, de non-activité en raison de captivité ou de non-activité pour motif de santé lorsque cette dernière est due à une affection contractée à l'occasion du service;

.../...

2° les militaires de rang subalterne qui sont soit en activité de service, soit prisonniers de guerre ou internés de guerre.

Article 3.-

N'ont pas droit au traitement :

1° les officiers en congé sans solde;

2° les militaires de rang subalterne lorsqu'ils sont placés en congé illimité ou en congé sans solde;

3° tous les militaires lorsqu'ils sont absents illégalement.

Articles 4, 5 et 6.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 2. - Des augmentations biennales.

Articles 7 et 8.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Article 9.-

§ 1er. Les services effectifs des militaires appartenant au groupe de traitements 1 sont augmentés de la moitié des services effectifs accomplis au-delà de 25 ans dans un grade rattaché au groupe 2.

Cette disposition ne peut avoir comme résultat d'augmenter le traitement du militaire de plus de 12.000 francs.

.../...

§ 2. Les services effectifs des militaires appartenant au groupe 2 sont augmentés des services effectifs accomplis au-delà de 21 ans comme militaires rattachés au groupe 3.

Articles 10, 11 et 12.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 3 - Du passage d'un groupe à l'autre.

Articles 13 et 14.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 4.- Des modifications du traitement.

Articles 15 et 16.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 5 - Du paiement du traitement.

Article 17.-

§ 1er. Le traitement des militaires est payé mensuellement et par anticipation.

Toutefois, il est payé à terme échu aux militaires qui effectuent des rappels résultant de leurs

.../...

obligations militaires en temps de paix. Les intéressés peuvent néanmoins obtenir des avances sur leurs traitements.

§ 2. Toute modification dans la situation d'un militaire, à une date autre que le premier jour d'un mois, qui entraîne l'attribution d'un nouveau traitement, ne produit ses effets que le premier jour du mois suivant.

Article 18.-

... (texte du projet du Gouvernement) ...

Section 6.- De l'allocation pour prestations supplémentaires.

Article 19.-

§ 1er. Les officiers subalternes et les militaires de rang subalterne bénéficient d'une allocation annuelle dite "allocation pour prestations supplémentaires", fixée à 6.000 francs pour les officiers et les sous-officiers d'élite et à 4.500 francs pour les maréchaux des logis, brigadiers et gendarmes.

§ 2. Les sous-officiers d'élite commandant une brigade bénéficient d'une majoration de cette allocation fixée à 9.000, 6.000 ou 3.000 francs, suivant qu'ils commandent une brigade de 1ère, 2me ou 3me catégorie.

Pour l'application du présent paragraphe, le Ministre de la Défense nationale détermine les brigades qui appartiennent à l'une ou l'autre de ces catégories.

.../...

Article 20.-

La majoration de l'allocation pour prestations supplémentaires est allouée depuis le premier du mois qui suit la date à partir de laquelle les intéressés occupent un emploi de commandant de brigade.

Elle n'est plus allouée à partir du premier du mois qui suit la date à laquelle les intéressés cessent d'occuper un de ces emplois.

Lorsque l'intéressé occupe un emploi de commandant de brigade ou cesse d'occuper cet emploi à partir du premier jour d'un mois, la majoration de l'allocation est due ou prend fin immédiatement.

Article 21.-

L'allocation pour prestations supplémentaires est due dans toutes les positions ou situations donnant droit au traitement entier. Elle est payée mensuellement et anticipativement en même temps que le traitement.

Elle est réduite par jour dans les mêmes conditions que le traitement.

CHAPITRE II. - DISPOSITIONS PARTICULIERES.

Article 22.-

Par dérogation aux dispositions du présent arrêté, le traitement à allouer à un officier de réserve ne peut être inférieur aux minima ci-après :

.../...

lieutenant	86.000 francs
capitaine	112.000 francs
capitaine-commandant	132.000 francs
major	174.000 francs
lieutenant-colonel	206.000 francs
colonel	242.000 francs.

Article 23.-

§ 1er. Les officiers issus de la division polytechnique de l'Ecole royale militaire, les officiers brevetés d'état-major, les officiers porteurs du diplôme d'ingénieur civil ou de docteur en droit bénéficient d'une majoration de traitement fixée à :

12.000 francs pour les officiers subalternes, sans pouvoir dépasser de 6.000 francs le maximum de traitement prévu pour un grade;

6.000 francs pour les officiers supérieurs, sans que le maximum de traitement prévu pour un grade puisse être dépassé.

§ 2. Les officiers porteurs de plusieurs diplômes ou brevets prévus au § 1er ne bénéficient que de la majoration de traitement la plus élevée.

Article 24.-

Lorsqu'ils reprennent du service actif, les militaires qui sont titulaires d'une pension d'ancienneté reçoivent une allocation égale à la différence entre le traitement dû aux militaires de leur grade effectif et le montant de leur pension.

.../...

Article 25.-

... (texte de l'article 23 du projet du Gouvernement) ...

Article 26.-

... (texte de l'article 24 du projet du Gouvernement) ...

Article 27.-

... (texte de l'article 25 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE III. - DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS FINALES.

Article 28.-

... (texte de l'article 26 du projet du Gouvernement) ...

Article 29.-

§ 1er. Le traitement minimum des officiers promus sous-lieutenants avant le 1er janvier 1948 est majoré de 12.000 francs; celui des officiers promus sous-lieutenants entre le 1er janvier 1948 et le 31 décembre 1949, de 6.000 francs.

.../...

§ 2. Les officiers visés au § 1er ne bénéficient de la disposition de l'article 9, § 1er, que pour les services effectifs accomplis respectivement au-delà de 29 et de 27 ans.

Article 30.-

... (texte de l'article 28 du projet du Gouvernement) ...

Article 31.-

Pendant la période du 1er janvier au 30 septembre 1951, la majoration de traitement dont bénéficient, en vertu de l'article 23, les officiers porteurs de certains diplômes ou brevets, est réduite de 6.000 francs.

Pendant la même période, le traitement des officiers généraux est réduit de 6.000 francs.

Article 32.-

... (texte de l'article 30 du projet du Gouvernement) ...

Article 33.-

Pour chaque mois compris entre le 1er janvier 1951 et le premier du mois qui suit la date de publication du présent arrêté, celui-ci n'est applicable que s'il assure au personnel de la gendarmerie une rétribution nette au moins égale à l'ensemble du traitement, des

allocations et indemnités qui étaient accordés en vertu de l'arrêté royal du 8 novembre 1950, de l'arrêté du Régent du 16 mars 1950, de l'arrêté du Régent du 17 mai 1945 et des articles 169 et 170 du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931.

Article 34.-

Sont abrogés :

1° les articles 169, 170 et 289, A, h, du règlement approuvé par l'arrêté royal du 25 juin 1931;

2° l'arrêté du Régent du 17 mai 1945 allouant une indemnité de prestations extraordinaires au personnel subalterne de la gendarmerie et à certains officiers de gendarmerie et modifiant le taux de l'indemnité de tenue et d'équipement;

3° l'arrêté royal du 8 novembre 1950 portant le statut pécuniaire du personnel de carrière, des forces armées et de la gendarmerie, modifié par les arrêtés royaux des 30 novembre 1950, 28 et 31 mars 1951.

Article 35.-

... (texte de l'article 33 du projet du Gouvernement) ...

Article 36.-

... (texte de l'article 34 du projet du Gouvernement) ...

Donné à , le

PAR LE ROI :
Le Ministre de la Défense nationale,
Le Ministre des Finances,

- -

Le tableau devrait s'intituler "Annexe".

De wet van 14 Juli 1951 tot wijziging van de wet van 18 April 1905 bepalende de stand en de rechtstoestand der reserveofficieren heeft in deze laatste ingevoegd een artikel 10 bis waardoor zij namelijk van toepassing werd verklaard op de reserveofficieren der rijkswacht.

Het ontwerp, dat het geldelijk statuut van alle leden van het rijkswachtkorps bedoelt te regelen, dus ook de nodige voorzieningen moeten treffen inzake de geldelijke toestand der reserveofficieren die weder tot de actieve dienst worden opgeroepen.

\+

\+ \+

Artikel 65 van de wet op de militie, de werving en de dienstverplichtingen, samengeordend bij het koninklijk besluit van 15 Februari 1937, en artikel 84 van de dienstplichtwet van 15 Juni 1951 bepalen, in het hoofdstuk "Vrijwillige dienstneming en wederdienstneming", dat de gepensionneerde onderofficieren, korporaals en brigadiers gedurende tien jaar en uiterlijk tot de leeftijd van 55 jaar ter beschikking van de Minister van Landsverdediging kunnen worden gehouden.

Die artikelen onderstellen dus dat deze gepensionneerde militairen door de Minister van Landsverdediging weder kunnen worden opgeroepen. Het ontwerp,

.../...

dat het geldelijk statuut van alle leden van het rijkswachtkorps wil bepalen, zou mede moeten regelen, de geldelijke toestand van bedoelde lagere militairen in geval zij weder onder de wapens worden opgeroepen.

Aangezien, volgens de bedoeling van de Regering, de reserveofficieren der rijkswacht een zelfde geldelijk statuut zullen hebben als de reserveofficieren der drie krijgsmachten, en de gepensionneerde en wederopgeroepen onderofficieren en brigadiers der rijkswacht eenzelfde geldelijk statuut als de gepensionneerde en wederopgeroepen beroepsonderofficieren der krijgsmacht, adviseert de Raad van State in het onderhavige op te nemen de bepalingen van de artikelen 17, § 1, tweede lid, 21 en 24 van het ontwerp van koninklijk besluit houdende geldelijk statuut van het weddetrekkend personeel der krijgsmacht, waarover hij 8 October 1951 advies L.2358 heeft gegeven.

De Raad van State stelt een tekst voor die aan de bedoelingen van de Regering beantwoordt.

Voorts zijn bij sommige artikelen van het ontwerp opmerkingen betreffende de vorm te maken, waarmee in de hierna volgende tekst rekening is gehouden.

KONINKLIJK BESLUIT HOUDENDE GELDELIJK STATUUT VAN HET PERSONEEL DER RIJKSWACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de artikelen 67 en 68 van de Grondwet;

.../...

Gelet op het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement over de wedden, soldijen en allerlei vergoedingen, alsmede over de rechten van het personeel van het leger en de rijkswacht op toekenningen en verstrekkingen in geld en in natura;

Gelet op het besluit van de Regent van 16 Maart 1950 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan zekere categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven ...

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I.- ORGANIEKE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

Dit geldelijk statuut is van toepassing op al het personeel der rijkswacht.

.../...

Afdeling 1.- Wedde.

Artikel 2.-

Op de wedde hebben recht :

1° de officieren in de toestand van werkelijke dienst, van non-activiteit om reden van gevangenschap of van non-activiteit om gezondheidsreden, wanneer deze laatste het gevolg is van een kwaal opgelopen ter gelegenheid van de dienst;

2° de militairen van lagere graad die hetzij in actieve dienst, hetzij krijgsgevangen of oorlogsgeïnterneerd zijn.

Artikel 3.-

Op de wedde hebben geen recht :

1° de officieren met verlof zonder soldij;

2° de militairen van lagere graad wanneer zij met onbepaald verlof of met verlof zonder soldij zijn;

3° alle militairen wanneer zij onwettig afwezig zijn.

Artikelen 4, 5 en 6.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 2.- Tweejaarlijkse verhogingen.

Artikelen 7 en 8.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 9.-

§ 1. De werkelijke dienst der militairen van weddegroep 1 wordt verhoogd met de helft van de werkelijke dienst, boven de leeftijd van 25 jaar gedaan in een graad verbonden aan groep 2.

Deze bepaling mag, wat de wedde betreft, geen verhoging van meer dan 12.000 frank medebrengen.

§ 2. De werkelijke dienst der militairen van weddegroep 2 wordt verhoogd met de werkelijke dienst boven de leeftijd van 21 jaar gedaan als militair verbonden aan groep 3.

Artikel 10.-

De werkelijke dienst der militairen van de rijkswacht wordt verhoogd met de dienst, boven 21 jaar bij de krijgsmacht gedaan.

Echter wordt de dienst, gedaan in een lagere graad dan die van onderofficier, slechts voor de helft van zijn duur aangerekend.

Artikel 11.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits het woord "tweejaarlijkse" vóór "verhogingen" in te voegen) ...

.../...

Artikel 12.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 3.- Overgang van de ene groep naar de andere.

Artikelen 13 en 14.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 4.- Weddewijzigingen.

Artikelen 15 en 16.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 5.- Betaling van de wedde.

Artikel 17.-

§ 1. De wedde der militairen wordt maandelijks en vooruit betaald.

Echter wordt zij na vervallen termijn uitbetaald aan de militairen die, ingevolge hun militaire verplichtingen in vredestijd, wederoproepingsdienst doen. De belanghebbenden kunnen evenwel wedde-voorschotten bekomen.

§ 2. Iedere wijziging in de toestand van een militair, op een andere datum dan de eerste ener maand welke toekenning van een nieuwe wedde medebrengt, heeft slechts uitwerking de eerste dag der volgende maand.

.../...

Artikel 18.-

... (tekst van het ontwerp der Regering) ...

Afdeling 6.- Toelage voor bijkomende prestaties.

Artikel 19.-

§ 1. De lagere officieren en de militairen van lagere graad genieten een jaarlijkse toelage genaamd "toelage voor bijkomende prestaties", bepaald op 6.000 frank voor de officieren en keuronderofficieren en op 4.500 frank voor de wachtmeesters, brigadiers en rijkswachters.

§ 2. Voor de keuronderofficieren die het bevel voeren over een brigade, wordt die toelage verhoogd met 9.000, 6.000 of 3.000 frank, naargelang zij het bevel voeren over een brigade van de 1ste, 2de of 3de categorie.

Voor de toepassing van deze paragraaf bepaalt de Minister van Landsverdediging tot welke categorie de brigaden behoren.

Artikel 20.-

De verhoging van de toelage voor bijkomende prestaties wordt verleend vanaf de eerste dag van de maand volgend op de datum met ingang waarvan de belanghebbenden een post van brigadecommandant bekleden.

.../...

Zij wordt niet meer verleend vanaf de eerste dag der maand volgend op de datum waarop de belanghebbenden ophielden één dezer posten te bekleden.

Wanneer de belanghebbende de eerste dag van een maand een post van brigadecommandant bekleedt of ophoudt te bekleden, is de verhoging van de toelage onmiddellijk verschuldigd of komt daaraan onmiddellijk een einde.

Artikel 21.-

De toelage voor bijkomende prestaties is verschuldigd in alle standen of toestanden die recht geven op volledige wedde. Zij wordt, samen met dé wedde, maandelijks en vooruit betaald.

Zij wordt, onder dezelfde voorwaarden als de wedde, per dag verminderd.

HOOFDSTUK II.- BIJZONDERE BEPALINGEN.

Artikel 22.-

In afwijking van het bepaalde bij dit besluit, mag de aan een reserveofficier toe te kennen wedde niet minder dan de onderstaande minima bedragen :

luitenant	86.000	frank
kapitein	112.000	frank
kapitein-kommandant	132.000	frank
majoor	174.000	frank
luitenant-kolonel	206.000	frank
kolonel	242.000	frank.

.../...

Artikel 23.-

§ 1. De officieren komende uit de polytechnische afdeling van de Koninklijke Militaire School, de officieren stafbrevethouders, de officieren houders van het diploma van burgerlijk ingenieur of van doctor in de rechten, genieten een weddeverhoging vastgesteld op :

12.000 frank voor de lagere officieren, zonder 6.000 frank hoger te mogen zijn dan de maximumwedde voor een graad bepaald ;

6.000 frank voor de hoofdofficieren, zonder hoger te mogen zijn dan de maximumwedde voor een graad bepaald.

§ 2. De officieren die houder zijn van verschillende in § 1 genoemde diploma's of brevetten genieten alleen de grootste weddeverhoging.

Artikel 24.-

Wanneer zij actieve dienst hernemen, ontvangen degenen die een ancienniteitspensioen genieten een uitkering die gelijk is aan het verschil tussen de wedde verschuldigd aan de militairen van hun werkelijke graad en het bedrag van hun pensioen.

Artikel 25.-

... (tekst van artikel 23 van het ontwerp der Regering, mits in het tweede lid te lezen "in dienst" in plaats van "in de dienst) ...

.../...

Artikel 26.-

... (tekst van artikel 24 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 27.-

... (tekst van artikel 25 van het ontwerp der Regering) ...

HOOFDSTUK III.- OVERGANGS- EN SLOTBEPALINGEN.

Artikel 28.-

...(tekst van artikel 26 van het ontwerp der Regering, mits te lezen "... het bepaalde in de artikelen 7 en 10, eerste lid" en "... militairen van lagere graad"...).

Artikel 29.-

§ 1. De minimumwedde van de officieren, tot onderluitenant bevorderd vóór 1 Januari 1948, wordt verhoogd met 12.000 frank; die van de officieren, tot onderluitenant bevorderd tussen 1 Januari 1948 en 31 December 1949, met 6.000 frank.

§ 2. De officieren in § 1 bedoeld, komen voor het bepaalde in artikel 9, § 1, slechts in aanmerking voor de werkelijke dienst die zij onderscheidenlijk boven 29 en 27 jaar hebben gedaan.

.../...

Artikel 30.-

... (tekst van het ontwerp der Regering, mits in het tweede lid de woorden "diensten volbracht" te vervangen door "dienst gedaan") ...

Artikel 31.-

Gedurende het tijdperk van 1 Januari tot 30 September 1951 wordt de weddeverhoging, welke de officieren die houder zijn van sommige diploma's of brevetten, krachtens artikel 23, genieten, met 6.000 frank verminderd.

Gedurende hetzelfde tijdperk wordt de wedde van de opperofficieren met 6.000 frank verminderd.

Artikel 32.-

... (tekst van artikel 30 van het ontwerp der Regering, mits te lezen, in § 1: "...militairen van lagere graad..."; in § 2, tweede lid : "... wat dat personeel betreft ..." en in § 2, vierde lid : "... het verschil hem ... toegekend")...

Artikel 33.-

Voor iedere maand begrepen tussen 1 Januari 1951 en de eerste van de maand volgend op de datum van bekendmaking van dit besluit, is dit laatste slechts van toepassing wanneer het aan het personeel der rijkswacht een netto-bezoldiging bezorgt die tenminste gelijk is aan het gezamenlijk bedrag van de wedde, de toelagen en de vergoedingen toegekend krachtens het koninklijk besluit van 8 November 1950, het besluit van de Regent

.../...

van 16 Maart 1950, het besluit van de Regent van 17 Mei 1945 en de artikelen 169 en 170 van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement.

Artikel 34.-

Opgeheven worden :

1° de artikelen 169, 170 en 289 A , h, van het bij koninklijk besluit van 25 Juni 1931 goedgekeurd reglement ;

2° het besluit van de Regent van 17 Mei 1945 houdende toekenning ener vergoeding voor buitengewone prestaties aan het lager personeel der rijkswacht en aan sommige officieren der rijkswacht en wijziging van het bedrag der vergoeding voor kleding en uitrusting ;

3° het koninklijk besluit van 8 November 1950 houdende geldelijk statuut van het beroepspersoneel der krijgsmacht en der rijkswacht, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 November 1950, 28 en 31 Maart 1951.

Artikel 35.-

... (tekst van artikel 33 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 36.-

... (tekst van artikel 34 van het ontwerp der Regering) ...

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :
De Minister van Landsverdediging,
De Minister van Financiën,

De tabel geve men de titel "Bijlage". Het woord "baremas" vervange men door "weddeschalen".

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président du Conseil d'Etat, président,

M. SOMERHAUSEN, conseillers d'Etat,
G. VAN BUNNEN,

L. FREDERICQ, assesseurs de la section de législation,
G. DOR,

G. PIQUET, greffier adjoint, greffier.

De kamer was samengesteld uit

de Heren : eerste-voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

raadsheren van State,

bijzitters van de afdeling wetgeving,

adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.